

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PATRICK TUBERT (Société)
52 route de Bages, lieu-dit "Mas Tubert"
66200 Elne

Références : 2025-171-PR
Code AIOT : 0006604788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement PATRICK TUBERT implanté lieu-dit « Sacré Coeur » à Elne (66200). Cette inspection a été réalisée de manière inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Cette visite d'inspection a été réalisée à la suite d'un nouveau signalement pour des nuisances liées à des retombées de poussières, des nuisances olfactives et survols de mouettes réceptionné le matin de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centre de tri de déchets non dangereux exploité par la société PATRICK TUBERT
- Transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets inertes
- Chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons", parcelles cadastrales AL0191 et AL0193, 66200 Elne
- Code AIOT : 0006604788
- Régime : Autorisation

La société PATRICK TUBERT a créé, au lieu-dit « Els Mossellons », chemin de Charlemagne, sur la commune d'Elne une déchèterie professionnelle composée d'un centre de tri, d'une installation de

broyage de déchets et d'une installation de mise en balles.

Cette déchèterie réceptionne les déchets des professionnels (issus des chantiers du secteur du bâtiment et des travaux public et des déchets banals en mélange) et les déchets de tout-venant des déchèteries destinées aux particuliers et gérées par des collectivités.

Les déchets sont ensuite triés et broyés en vue de les valoriser ou de les éliminer dans des filières adaptées.

Par la suite, la société PATRICK TUBERT a développé deux nouvelles activités dans sa déchèterie :

- en 2019, avec la dépollution, le démontage et le découpage de bateaux (de plaisance ou de sport) hors d'usage ;
- en 2020, avec la collecte et le traitement de biodéchets, issus des entreprises de la zone Grand Saint-Charles, de la grande distribution ou de restaurateurs.

En novembre 2022, la société PATRICK TUBERT a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale, dans le cadre d'un projet visant :

- à mécaniser le tri des déchets – une des deux chaînes de tri projetées sera dédiée exclusivement à la séparation des déchets alors que la seconde sera spécifique à la fabrication de composés solides de récupération (CSR) ;
- à augmenter sa capacité de traitement des biodéchets, qui sera portée de 9 t/j à 60 t/j ;
- à régulariser la situation administrative de ses activités de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux qu'elle a étendues irrégulièrement sur les parcelles cadastrales n° 0051 et 0052, section AL, de la commune d'Elne.

Cette autorisation environnementale a été accordée à la société PATRICK TUBERT par arrêté préfectoral du 13/08/2024¹, moyennant un ajournement de la décision de l'autorité préfectorale pour la régularisation d'activités étendues irrégulièrement sur les parcelles cadastrales n° 51 et 52, section AL, de la commune d'Elne, sans imposer de suspension de ces activités, jusqu'à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec l'exercice de celles-ci.

À la suite d'un contrôle inopiné réalisé le 24/08/2024, l'inspection des installations classées constatait que la société PATRICK TUBERT avait étendu, une nouvelle fois, son activité de transit de déchets non dangereux (et plus particulièrement de déchets d'ameublement) sans porter préalablement celle-ci à la connaissance de Monsieur le Préfet, comme l'exige le Code de l'environnement.

En conséquence, sur proposition de l'inspection des installations classées Monsieur le Préfet a mis en demeure, par arrêté préfectoral du 04/11/2024², la société PATRICK TUBERT de régulariser cette nouvelle extension sous un délai de 6 mois, sans suspension d'activité.

Cette nouvelle extension portait sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne, également incompatible avec l'exercice d'une activité classée pour la protection de l'environnement au regard des documents d'urbanisme de la commune d'Elne.

1 Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2024 226-0002 du 13 août 2024 autorisant la société PATRICK TUBERT à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons »

2 Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2024 226-002 du 4 novembre 2024 mettant en demeure la société PATRICK TUBERT de régulariser la situation administrative de l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux qu'elle exerce sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » sur le territoire de la commune d'Elne, et prescrivant à cette société, le cas échéant, la réalisation d'un audit réglementaire

Thème de l'inspection :

- instruction d'une plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
1	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	Lettre de suites préfectorales	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 13/11/2025, l'inspection des installations classées n'a pas permis de corroborer les nuisances évoquées par le plaignant.

Toutefois ce constat ponctuel ne présage pas des nuisances potentielles en cas de conditions météorologiques moins favorables.

Au regard des constats, l'inspection des installations classées propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite à la société PATRICK TUBERT afin de :

- confirmer à la société TUBERT que l'activité ICPE n'est pas régularisable sur les parcelles non compatible avec le PLU du fait de l'incompatibilité avec la loi littorale ;
- rappeler à cette société qu'elle doit adresser à la préfecture un plan d'actions et le planning associé visant à libérer les parcelles illicitement exploitées et de les remettre en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22 Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 9.9.8.1
Thème(s) : Autre, Mesures de limitation des risques d'envols, poussières, odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; [...] <p>Les installations sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, tant au niveau de la réception, de l'entreposage ou du transfert des matières entrantes, qu'à celui du procédé de déconditionnement et qu'à celui de l'entreposage des matières issues de ce procédé, notamment la pulpe organique. A cet effet :</p> <ul style="list-style-type: none">- les contenants de biodéchets susceptibles de générer des jus sont étanches ; [...]- toutes mesures sont prises par l'exploitant pour contenir les émanations d'odeurs à l'intérieur de son établissement ; [...]- l'entreposage de la pulpe organique et des éventuelles fractions liquides issues des biodéchets est réalisé dans des cuves ou des fosses étanches fermées ou couvertes.
Constats : Comme suite à la réception du nouveau message d'un riverain et du formulaire de plainte ciblé sur la société TUBERT pour des constats que le plaignant a effectué la veille au soir, l'inspection a pris la décision de réaliser immédiatement une visite inopinée afin de nous rendre compte de la réalité

des nuisances.

Lors de la visite (jeudi 13/11/2025 matin 9h30), comme la veille au soir, un vent faible soufflait depuis le nouveau lotissement de Saint-Cyprien en direction du pôle déchets d'Elne.

Concernant les odeurs :

A l'arrivée à l'entrée du pôle déchets, l'inspection a senti les odeurs caractéristiques inhérentes au fonctionnement de la STEP d'Elne, de l'installation de compostage de la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT et de l'installation de déconditionnement de biodéchets de la société PATRICK TUBERT (seule activité susceptible de générer des odeurs dans le centre de tri de déchets de cette société).

Toutefois ces odeurs étaient relativement faibles et devenaient non perceptibles dès que l'on s'éloignait des installations. Il n'a pas été ressenti d'odeur à la périphérie extérieure des sites ;

Concernant les poussières :

Les installations susceptibles de générer des poussières sont principalement celles de la plateforme de transit de minéraux de la société Pull et l'activité de broyage des déchets d'ameublement (matelas, coussins, etc.) de la société Patrick Tubert.

Ces 2 entreprises ont fortement développé leur activité et constitué des stocks importants de minéraux et de broyats d'ameublement (contenant essentiellement de la mousse, ainsi qu'en moindre part, des plumes).

Le jour de la visite en l'absence de vent il n'a pas été constaté d'envol de déchets et poussières. Toutefois, en raison de l'important développement de ces activités en extérieur et de l'absence d'obstacle naturel ou de protection les séparant du nouveau lotissement de Saint-Cyprien, de la présence de poussières au sol à proximité de l'installation et de leur caractère très volatile, il est très probable qu'elles puissent être à l'origine d'émissions de poussières en cas de vent plus important.

Concernant la présence des mouettes :

L'activité susceptible d'attirer les mouettes est le déconditionnement des biodéchets de la société Patrick Tubert et notamment le déconditionnement de croquettes pour animaux domestiques périmées ou avariées. Il a été constaté des survols de mouettes mais aucune mouette ne s'est posé au sol ou sur les toits des bâtiments de l'établissement pendant la visite.

L'entreprise Patrick Tubert a précisé avoir complété son dispositif d'effarouchement par la diffusion quasi-simultané du cri de la mouette blessée.

En suivant l'inspection s'est rendu dans le lotissement des plaignants. Il n'a pas particulièrement été constaté de trace de déjection de mouettes ou poussière, sur la chaussée, les toits des véhicules en stationnement dans le lotissement, les couvercles des conteneurs de collecte de déchets (entrée du lotissement) ou sur le mobilier urbain (banc de l'espace vert) ni senti d'odeur particulière.

Il ressort que la visite réalisée immédiatement à réception de la plainte n'a pas permis de corroborer les nuisances évoquées par le plaignant.

Toutefois ce constat ponctuel ne présage pas des nuisances potentielles en cas de conditions météorologiques moins favorables.

Concernant plus généralement l'activité exercée par la société TUBERT, cette visite rapide a permis de :

- confirmer que la société Patrick TUBERT a fortement développé son activité de traitement de déchets en toute illégalité (absence d'autorisation ICPE et incompatibilité des parcelles avec une activité ICPE au regard du PLU d'Elne) ;
- constater que le fonctionnement des installations n'est pas optimum pour maîtriser efficacement les impacts inhérents aux activités exercées par cette société.

Concernant ce dernier point, l'activité s'est en effet développée sans réflexion préalable globale

sur les mesures de réduction et de limitation des impacts appropriés et correctement dimensionnées par rapport aux nuisances attendues et aux enjeux à protéger et l'incertitude sur la pérennisation de l'activité lié à la non compatibilité avec le PLU, limite les investissements en faveur d'une meilleure maîtrise des impacts et nuisances.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Délai : 1 mois